

"Investir pour une Europe plus équitable" dans EUR-OP News

Légende: Entretien avec Philippe Maystadt, président de la Banque européenne d'investissement (BEI) depuis le 1er janvier 2000, à propos des objectifs de la BEI et des projets qu'elle finance pour les atteindre. Tandis que les projets envisageant la mise en valeur des régions moins développées restent prioritaires, les investissements dans les nouvelles technologies prennent de l'ampleur. D'ailleurs, les activités de la banque ont des effets favorables sur la création d'emplois et l'implantation de la monnaie unique.

Source: EUR-OP News. Nouvelles de la maison d'édition de l'UE. dir. de publ. CRANFIELD, Thomas L. ; Réd. Chef DOGGEN, Jacobus; VON WITZLEBEN, Alexander. 2001, n° 1. Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes (EUR-OP). ISSN 1021-1675.

Copyright: EUR-OP News

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"investir_pour_une_europe_plus_equitable"_dans_eur_op_news-fr-484450d4-4d0b-4ce5-b4c6-8ceed82d8e9e.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 16/09/2012

Investir pour une Europe plus équitable

Interview de M. Philippe Maystadt, président de la BEI

EUR-OP News: L'objectif premier de la Banque européenne d'investissement est de valoriser les régions économiquement faibles de l'Union européenne. Ne peut-on pas dire aujourd'hui que ses activités ont non seulement encouragé la croissance dans ces régions, mais qu'elles ont aussi contribué à combler le fossé entre les régions les plus riches et les régions les plus pauvres?

Philippe Maystadt: Tout à fait. La mission principale de la Banque est de renforcer la cohésion économique et sociale à l'intérieur de l'Union européenne. C'est vrai que nous avons donné la priorité aux projets réalisés dans les régions en retard de développement. En 2000, 73 % des prêts que nous avons octroyés sur le territoire communautaire étaient destinés à ces régions «assistées», comme nous les appelons.

Cela dit, les activités de la Banque ne sont pas les seuls éléments à promouvoir la croissance dans ces régions. Elles s'inscrivent dans un ensemble. Les statistiques contenues dans le *sixième rapport périodique sur la situation socio-économique et l'évolution des régions de l'Union européenne* indiquent que, en dix ans, la production par habitant dans les régions les plus pauvres a convergé vers la moyenne de l'UE.

Le PIB par habitant des dix régions les plus défavorisées est passé de 41 à 50 % de cette moyenne, tandis qu'il a augmenté de 52 à 59 % dans les quinze régions les moins privilégiées et de 65 à 76,5 % dans les pays de la cohésion (la Grèce, l'Espagne, l'Irlande et le Portugal).

Nous avons donc des signes concrets qui démontrent que les régions les moins développées rattrapent leur retard, mais, je le répète, ce phénomène n'est pas dû qu'aux seules interventions de la BEI. Je m'en voudrais tout de même de ne pas signaler que l'unité d'évaluation indépendante, qui mesure l'impact a posteriori des projets que nous finançons, a constaté qu'il n'y avait qu'un très faible pourcentage de nos investissements qui n'ont pas de retombées positives sur le développement régional. Les conclusions de ce rapport sont, dans l'ensemble, très favorables.

EUR-OP News: Est-il possible de mesurer les effets des prêts de la BEI sur la création d'emplois? Avez-vous des chiffres à ce propos?

Philippe Maystadt: La BEI a pour tâche de promouvoir la croissance via des investissements. La création d'emplois ne fait pas explicitement partie de ses objectifs, mais, bien entendu, nous ne pouvons que nous réjouir si ces investissements génèrent de nouveaux emplois.

Il n'est pas facile de mesurer l'impact de nos projets sur la création d'emplois parce qu'un grand nombre de ces emplois sont le résultat *indirect* de nos investissements. Lorsque, par exemple, nous finançons la construction d'une nouvelle autoroute, le chantier proprement dit générera de l'emploi — cela, c'est une conséquence directe —, et il engendrera aussi des effets indirects parmi les sous-traitants, sans compter les retombées à plus longue échéance puisque, grâce à cette nouvelle autoroute, les gens pourront se déplacer plus aisément pour trouver du travail.

Bref, nous n'avons pas de chiffres précis, mais nous estimons que nos contributions au développement infrastructurel génèrent ou préservent environ 380 000 emplois chaque année.

EUR-OP News: Les perspectives de croissance de la nouvelle économie sont largement décevantes. Comment les envisagez-vous et quel est le rôle de la Banque dans ce secteur? Discernez-vous de nouvelles tendances?

Philippe Maystadt: La «nouvelle économie» est une expression utilisée pour caractériser un phénomène essentiellement américain, une situation qui résulte d'un accroissement massif des investissements dans les nouvelles technologies et qui, à leur tour, ont accéléré la croissance de ce que les économistes appellent la «productivité totale des facteurs».

Cela explique probablement la période de croissance soutenue que les États-Unis ont connue. Même si l'on observe aujourd'hui un ralentissement, il est clair que l'économie américaine a su tirer parti de la hausse de la productivité rendue possible par un afflux d'investissements dans les nouvelles technologies.

À la question de savoir si nous assistons à un phénomène semblable en Europe, je répondrais «pas encore». On constate une relation de cause à effet entre l'intensification des investissements dans les technologies de pointe et l'accélération de la productivité dans certains pays, comme le Royaume-Uni et les pays scandinaves, mais ce n'est que le début du processus.

En mars 2000, au sommet de Lisbonne, l'Europe s'est fixé l'ambition de devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive de la planète. Pour y parvenir, elle devra accroître ses investissements dans les nouvelles technologies, et la BEI y contribuera. Nous allons constituer un programme de prêts à hauteur de 12 à 15 milliards d'euros pour investir dans ce domaine au cours des trois prochaines années dans le cadre de nos initiatives «i2i» et «Innovation 2000». Depuis mai 2000, nous avons déjà débloqué des prêts à concurrence de 1,6 milliard d'euros.

EUR-OP News: Comment la BEI encourage-t-elle la croissance dynamique du secteur des médias, qui est en plein essor en Europe?

Philippe Maystadt: Nous avons lancé l'initiative «i2i» afin d'encourager les investissements dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication et de créer de nouveaux réseaux sur cette base.

Nous devons cependant être attentifs à ce qui circule sur ces réseaux pour éviter qu'ils ne véhiculent un contenu majoritairement non européen. C'est pourquoi nous avons ouvert, dans le cadre de cette initiative, le volet «i2i» audiovisuel, en coopération avec la Commission européenne.

Ce volet s'articule autour de quatre lignes d'action. En premier lieu, la BEI mettra des lignes de crédit à des conditions favorables à la disposition des banques spécialisées dans l'audiovisuel et les technologies de l'information pour qu'elles puissent financer des petites entreprises dans ce secteur.

Ensuite, nous accorderons des financements à long terme à de grands opérateurs, comme des groupes de télévision, pour soutenir la production audiovisuelle, la distribution d'œuvres, etc.

En troisième lieu, nous participerons à des fonds de capital-risque en faveur des PME du secteur audiovisuel. Enfin, nous menons une action conjointe avec la Commission dans le cadre du programme *MEDIA-plus*, pour le développement de services en ligne, d'archives électroniques, etc.

EUR-OP News: Après l'adhésion des pays candidats, la Banque va-t-elle canaliser la majorité de ses fonds vers les PECO ou continuera-t-elle d'aider les régions moins développées d'Europe occidentale dans les mêmes proportions qu'aujourd'hui?

Philippe Maystadt: Lorsque les pays candidats seront membres de l'Union européenne à part entière, ils bénéficieront du même traitement que les autres et auront accès aux financements de la BEI aux mêmes conditions.

Il est probable que la majeure partie de ces nouveaux membres qui se tourneront vers la BEI seront des régions assistées et qu'à ce titre ils auront priorité, mais ce ne sera pas au détriment des régions assistées des autres États membres.

Nous ne fonctionnons pas avec un budget qui voudrait que lorsqu'un pays reçoit plus, les autres reçoivent moins. Nous finançons nos prêts par des emprunts et si nous devons prêter davantage, nous emprunterons davantage.

EUR-OP News: Le développement durable est un des objectifs stratégiques de l'Union. Quel est le poids des préoccupations environnementales dans l'évaluation des projets par la Banque?

Philippe Maystadt: La part des projets de préservation de l'environnement naturel dans nos activités de financement a augmenté. Sur les 3 milliards d'euros que nous avons prêtés aux pays candidats en 2000, par exemple, ces projets représentaient 740 millions d'euros.

Nous avons également réorganisé notre direction des projets de manière que les aspects environnementaux bénéficient d'une attention suffisante dans l'évaluation. Chaque équipe est responsable de l'évaluation de ces aspects. Nous avons désigné un coordinateur pour l'environnement qui vérifie si ces équipes y sont suffisamment attentives.

EUR-OP News: Quelles mesures la Banque a-t-elle prises pour soutenir le lancement de l'euro?

Philippe Maystadt: Nous avons soutenu l'euro via nos activités d'emprunts et de prêts. En 2000, nous avons emprunté dans onze devises différentes, mais essentiellement en livres sterling (49,5 % du total de nos emprunts), en euros (21 %) et en dollars (21 % également), en fonction des conditions les plus favorables. En 2001, la part de nos emprunts en euros augmentera. Nous prêtons aussi dans différentes monnaies, selon ce que nos emprunteurs souhaitent. En 2000, 45 % de nos prêts étaient en euros.